



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7719>

De la redistribution et de l'espoir au coeur de la manifestation du FRAPRU

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles d'Alternatives -

Date de mise en ligne : lundi 10 février 2014



Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Des organismes communautaires de tout le Québec se sont rassemblés dimanche à Montréal pour mettre de la pression sur les gouvernements provinciaux et fédéraux pour réaffirmer le [droit au logement](#). Organisée par le [Front d'action populaire pour le réaménagement urbain \(FRAPRU\)](#), la manifestation avait aussi pour but d'influencer le prochain budget provincial qui devrait paraître sous peu. Des 50 000 logements sociaux demandés par le regroupement suite à la Commission populaire itinérante), le budget Marceau du Parti Québécois (PQ) de 2013-2014 promettait d'en construire 3 000 sans orientation politique claire pour à long terme.

400 manifestants se sont promenés pour défendre le droit au logement des 230 000 ménages qui consacrent plus de 50% de leurs revenus pour se loger. Des comités de logements sont venus de tout le Québec se rajoutant à ceux de l'île de Montréal même. Chaque groupe est venu avec le même lot de problèmes que nous avons entendus lors de la Commission populaire itinérante. La manifestation s'est promenée dans le centre-ville de Montréal où elle s'est arrêtée devant plusieurs banques dont RBC, BMO, Scotia. La foule scandait à répétition « anticapitaliste » pendant que d'autres manifestants collaient des autocollants et des avis de cotisations sur les fenêtres des entreprises. Les participants revendiquent le même lot de problèmes que lors de la Commission populaire itinérante du FRAPRU en 2012. Depuis, rien n'a changé.

Solutions envisagées

Le FRAPRU voit le financement des logements sociaux par le retour à la [taxe sur le capital](#) qui permettrait d'aller chercher les 600 millions manquant pour la création des logements souhaités. Comme autre mesure, il faudrait augmenter le prélèvement des plus hauts paliers d'imposition. Selon François Saillant, coordonnateur du FRAPRU, il faut aller chercher l'argent là où elle est : « Les six plus grandes banques canadiennes ont fait des profits totalisant 30 milliards de dollars au cours de la dernière année, c'est évident que pour nous, il y a quelque chose là à changer ».

Des partis qui appuient la cause

Le Journal des Alternatives a rencontré les deux seuls partis qui ont marché avec les locataires. Pour Andrés Fontecilla, l'un des deux porte-paroles de [Québec Solidaire \(QS\)](#), la position de son parti est la même que celle du FRAPRU. Cette organisation doit être écoutée selon le politicien, « que ça soit le Parti Québécois, le Parti Libéral ou la CAQ, personne ne l'écoute ». [Le Parti Communiste du Québec \(PCQ\)](#) s'est lui aussi mêlé de la foule. Selon son responsable des relations internationales et du comité central Dario Garcia, se préoccuper du logement fait partie d'un tout. « L'avènement du socialisme au Québec est le moment où l'on prendra en compte la société globalement, ceci incluant le logement », explique-t-il.

Optimisme

Pour François Saillant, la manifestation d'aujourd'hui est une nécessité pour la reconnaissance du droit au logement. Il est d'avis que l'on octroi pas assez d'importance à une cause aussi essentielle : « L'itinérance est directement liée au chômage. De plus, elle ne touche pas seulement les pauvres. » Généralisé à travers la province, généralisable à l'ensemble de la population, le phénomène de l'itinérance a des répercussions partout dans la société. « D'autres acteurs ne s'impliquent plus autant qu'avant », déplore à ce sujet François Saillant.

Même si le PQ n'a pas tenu compte des recommandations faites par le FRAPRU suite à la Commission populaire itinérante, le droit au logement n'ayant pas été adopté, des 50 000 logements demandés le PQ n'en consent que 3 000, « la situation du Québec est bien mieux que celle du Fédéral et du Canada où il se construit à peine quelques centaines de logements sociaux par année », affirme François Saillant. Cette différence, le coordonnateur l'attribue aux nombreuses mobilisations orchestrées depuis des dizaines d'années au Québec.

Simon Paré-Poupart

Post-scriptum :

Crédit photo : FRAPRU